



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article572>

Contribution de l'Ecole Emancipée à la CA Académique du jeudi 10 septembre 2009

- Syndicat National - FSU - En direct des Académies - POITIERS -
Date de mise en ligne : dimanche 13 septembre 2009

**l'école
emancipée**

L'École Émancipée

La situation à cette rentrée est marquée par un rapport de force plus défavorable qu'il y a un an. Malgré deux énormes journées de grève et d'action unitaire interprofessionnelle (janvier et mars 2009), le gouvernement est resté droit dans ses bottes. Le mouvement social en sort affaibli car il ne s'est pas donné les moyens d'aboutir pour obtenir des résultats tangibles. La raison en est l'absence de perspectives données à ces deux journées, la volonté affichée par de nombreuses directions syndicales de refuser l'affrontement avec le pouvoir c'est à dire de poser la nécessité de sa remise en cause. Dans le secteur de l'éducation, le SNES et la FSU ont majoritairement refusé de coupler la mobilisation unitaire avec une mobilisation de notre secteur. Force propulsive, l'unité interpro nous a en même temps enfermé dans la ligne la moins combative des fédérations. Cette semi défaite et cette absence de réussite ont désorienté la classe ouvrière ce qui a permis à la droite de se requinquer et de gagner aux élections européennes. Elle en a profité pour faire passer pendant l'été les mauvais coups qu'elle avait prévu (travail du dimanche, mobilité des fonctionnaires, retraite des femmes, répression contre les syndicalistes, privatisation de La Poste, changement tarifaire de l'énergie, etc.) Aujourd'hui il s'agit de repartir de là pour reconstruire une mobilisation contre la vie qui se dégrade.

Dans l'éducation Nationale La politique actuelle dans notre secteur se traduit essentiellement par la poursuite des suppressions de postes. Au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, tous les moyens sont mis en oeuvre pour réaliser cet objectif. Pour ce faire, un certain nombre de réformes sont mises en place. Dans le second degré, le but réel de la réforme des lycées était de faire des économies de postes. Dans sa première mouture, cette réforme devait abaisser l'horaire élève à 27 heures par semaine permettant une importante économie de postes. Sous la pression du mouvement lycéen (soutenu du bout des lèvres par le SNES, qui a refusé d'appeler les personnels à la grève en décembre 2008), l'horaire était passé à 30, voire 32 heures. Dans ces conditions, la réforme n'intéressait plus le gouvernement et il l'a assez facilement retirée. Dans les faits, le non remplacement des départs en retraite se traduit dans le second degré par une baisse du nombre de postes aux concours de recrutement. Les besoins en moyens d'enseignement ne sont donc plus assurés. Dans notre Académie, il n'y a dans certaines disciplines plus aucun TZR pour effectuer des remplacements. En philosophie, des annonces ont été publiées à l'ANPE pour recruter des contractuels. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la réforme de la formation des enseignants. Cette réforme poursuit en fait un double objectif :

- ▶ Economie de moyens en supprimant l'année de stage.
- ▶ Création d'un vivier de titulaires d'un master d'enseignement qui n'auront guère d'autre perspective que de devenir contractuels dans l'enseignement. Avec bien entendu en perspective la disparition pure et simple des concours. On aboutirait à une situation analogue à celle de France télécom. La mise en extinction des fonctionnaires en poste après leur départ à la retraite, remplacés par des contractuels taillables et corvéables à merci. Il faut être naïf (ou de mauvaise foi) pour croire que le Ministère a enfin entendu la revendication « historique » du SNES d'élévation du niveau de recrutement. Le seul but poursuivi est la mise en extinction de la Fonction publique d'état. La position actuelle de la direction du SNES qui prend acte de l'élévation du niveau de recrutement au master en essayant d'obtenir des améliorations, notamment des pré-recrutements est en décalage total avec le contexte actuel. Qui peut croire que Luc Chatel va annoncer le rétablissement des IPES ? La seule réponse possible doit-être (conformément aux mandats du Congrès) le retrait de la réforme actuelle.

Perspectives Le référendum contre la privatisation de la poste est une occasion de manifester la volonté de la FSU de défendre les services publics. Le SNES doit prendre l'initiative d'organiser le vote devant tous les établissements scolaires. Il faut développer l'information en direction des collègues et des parents d'élèves sur la réalité des suppressions de postes : augmentation générale des effectifs, suppression de nombreuses options, classes sans enseignant... La journée d'action (?) intersyndicale du 7 octobre doit être transformée en journée de grève et de manifestations. Le SNES et la FSU doivent le proposer partout dans les intersyndicales locales.